

Gouvernance et financement de la PSP dans le secteur de l'eau en Tunisie

Second atelier de consultation mené par l'OCDE et GWP-Med sur le dialogue politique en Tunisie

5 Mars 2014, 9h00 – 17h00
Delta Centre, Charguia II – Tunis

Ordre du jour

Cet atelier du 5 mars, organisé conjointement avec l'OCDE et GWP-Med, s'inscrit dans la continuité des réunions qui se sont tenues à Tunis en Octobre 2013 sur la gouvernance des PPP dans le secteur de l'eau. Il vise à réunir les acteurs clés du secteur de l'eau et de l'assainissement en Tunisie pour s'accorder sur les principaux obstacles à la participation du secteur privé, et identifier les outils et les pratiques concrètes à la disposition des autorités tunisiennes pour les surmonter.

Cet atelier se base sur l'analyse et les recommandations issues du rapport *Tunisie : Surmonter les défis de gouvernance dans le financement du secteur de l'eau*, préparé par le Secrétariat de l'OCDE et partagé au préalable de l'atelier avec les participants. Ce document qui servira de support aux discussions expose les principaux défis de gouvernance à la participation du secteur privé au secteur de l'eau en Tunisie et identifie des recommandations dans les domaines suivants :

- 1) Améliorer les mécanismes de transparence et renforcer l'engagement des parties prenantes afin de susciter l'adhésion du plus grand nombre
- 2) Assurer la viabilité financière et la soutenabilité budgétaire de la PSP dans le secteur de l'eau tunisien

Le rapport sera modifié pour prendre en compte les discussions pendant l'atelier et les commentaires reçus à la suite de cette rencontre. La version révisée, incorporant un plan d'actions sera renvoyée à toutes les parties prenantes d'ici début avril 2014.

Contexte : Le projet *Gouvernance et Financement du Secteur de l'Eau en Méditerranée* est un travail conjoint du Global Water Partnership Méditerranée (GWP-Med) et de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE). Son objectif principal est d'analyser les principaux défis de gouvernance pour la mobilisation de financements à travers des partenariats public-privé (PPP) dans le secteur de l'eau en Méditerranée et d'appuyer le développement de plans d'action consensuels basés sur les bonnes pratiques internationales. Labellisé en juillet 2012 projet de l'Union pour la Méditerranée, le projet a été lancé officiellement en mai 2013 pour une durée de trois ans (2013-2015). Il comprend des activités nationales et régionales dont la Tunisie et la Jordanie sont les premiers pays à en bénéficier. Le processus se fonde sur la méthodologie de l'OCDE et son expertise dans le domaine de l'eau, de la politique règlementaire, de la gouvernance pluri-niveau et des processus budgétaires, ainsi que sur les travaux antérieurs réalisés par le GWP-Med et l'OCDE en Egypte et au Liban. Les activités s'appuient d'une part sur une collecte d'information par le biais de questionnaires et d'entretiens bilatéraux et multilatéraux, et, d'autre part, sur la conduite d'un large processus de consultation avec les parties prenantes. Des partenariats stratégiques avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI) et l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au développement (Sida) ainsi que l'appui constant depuis 2009 du Programme PNUE/PAM FEM MedPartnership et de la Composante Méditerranéenne de l'Initiative Eau de l'UE (MED EUWI) ont joué un rôle clé dans l'initiation de la mise en œuvre du projet.

9h00 – 9h30 Introduction

Allocution de bienvenue

- M. Slah Nasri - Bureau de la Planification et des Equilibres Hydrauliques – Ministère de l'Agriculture
- Allocution de bienvenue par écrit de la part de Mme Teresa Ribeiro - Union pour la Méditerranée (UpM)
- M. Edouard Perard - Banque Européenne d'Investissement

Aperçu sur l'état d'avancement du projet

- Rappel des principales composantes du projet, des livrables attendus et de la méthodologie :
Sarra Touzi : Coordinatrice nationale du projet pour la Tunisie pour le compte du GWP-Med, Chargée de Programmes au GWP-Med

9h30 – 11h00 Les défis de gouvernance à la participation du secteur privé dans le secteur de l'eau et de l'assainissement en Tunisie : Présentation des grandes lignes du rapport

Cette session porte sur l'évaluation faite dans le rapport des principaux défis de la gouvernance à surmonter en Tunisie pour assurer une participation réussie du secteur privé (PSP) dans le secteur de l'eau, et sur les opportunités de développement de la PSP présentent aujourd'hui dans le pays. Elle s'attache aux conditions réglementaires et institutionnelles, de viabilité financière et des mécanismes de responsabilité qui sous-tendent la réussite de la PSP.

Si la participation du secteur privé dans le secteur de l'eau en Tunisie est restée limitée jusqu'à ce jour, la situation actuelle de reconstruction post révolutionnaire offre une opportunité unique de réfléchir au cadre de gouvernance qui permettrait une implication réussie des partenaires privés. L'expérience internationale montre que les formes de PSP sont variées en termes d'objectifs, de bénéficiaires, de défis et de modalités d'application. Elle montre aussi l'importance d'un certain nombre de préconditions ayant trait à l'environnement institutionnel, réglementaire et à la capacité des différents acteurs en présence. Cette session réfléchira aux formes de PSP les plus appropriées dans le contexte tunisien où les questions d'efficacité technique et de qualité de services nécessitent une attention accrue. Par ailleurs, la capacité du pays à s'engager dans des formes plus complexes de PSP dépendra de sa capacité à mettre en place les conditions cadre nécessaires à leur succès.

- **Présentation des grandes lignes du rapport : Céline Kauffmann, Coordinatrice du projet pour le compte de l'OCDE, Responsable adjointe de la Division de la Politique Réglementaire, OCDE (20 minutes)**
- **Présentation de l'expérience marocaine : Mr. Ahmed Benaddou, Chef de la division organisation à l'ONEE- Branche Eau et Conseiller auprès du Ministère délégué chargé de l'Eau (20 minutes)**
- **Discussion avec les participants (50 minutes)**

11h00 – 11h30 Pause-Café

11h30 – 13h30 Améliorer les mécanismes de transparence et renforcer l’engagement des parties prenantes afin de susciter l’adhésion du plus grand nombre

Cette session vise à discuter les recommandations formulées dans le rapport en ce qui concerne les mécanismes de transparence et de responsabilité, ainsi que l’engagement des parties prenantes dans le secteur de l’eau et de l’assainissement en Tunisie.

Au lendemain du Printemps Arabe, les citoyens tunisiens revendiquent un rôle plus important dans les processus décisionnels et militent pour un mode de « gouvernance plus ouvert » qui engage le gouvernement avec le grand public vers plus de consultation et de codécision. L’opportunité est historique pour les autorités tunisiennes de renforcer les mécanismes de transparence – qui sont une condition *sine qua non* d’une participation réussie du secteur privé au secteur de l’eau et d’adhésion des citoyens tunisiens à la stratégie de développement du secteur de l’eau. Cela implique que les outils d’information sur les performances du secteur et de transparence sur les implications budgétaires des choix dans le secteur soient en place. Cela nécessite le renforcement de l’institutionnalisation des mécanismes de participation des différentes parties prenantes et de la société civile dans le secteur de l’eau et de l’assainissement.

- **Présentation des recommandations principales : Aziza Akhmouch, Chef du Programme sur la gouvernance de l’eau, Division du développement Régional, OCDE (15 minutes)**
- **Interventions de M. Adnen Boubaker - SONEDE (10 minutes)**
- **Intervention de M. Boubaker Houman – Réseau Associatif pour la Nature et le Développement en Tunisie - RANDET (10 minutes)**
- **Discussion avec les participants**

13h30 – 14h30 Déjeuner

14h30 – 16h30 Assurer la viabilité financière et la soutenabilité budgétaire de la PSP dans le secteur de l'eau tunisien

Cette session vise à discuter les recommandations formulées dans le rapport en ce qui concerne le cadre institutionnel et réglementaire, ainsi que les outils à mettre en place en Tunisie pour assurer la viabilité financière et la soutenabilité budgétaire à long terme de la PSP dans le secteur de l'eau.

Les cadres politiques et réglementaires du secteur de l'eau et de la PSP sont actuellement en transition. Ces circonstances créent donc une opportunité rare pour réfléchir et discuter des conditions préalables à la viabilité financière et à la soutenabilité budgétaire de la PSP dans le secteur de l'eau. D'une part, la Tunisie est en voie de promulguer une nouvelle loi sur les PPP et d'établir une unité dédiée au PPP. Cela donne au pays une opportunité inégalée de s'assurer que les outils d'optimisation de la dépense publique sont mis en place dans le contexte tunisien et de renforcer l'adéquation entre le développement des projets de PPP dans le secteur de l'eau et les processus budgétaire et de planification. D'autre part, si certaines lacunes actuelles du cadre réglementaire sont de nature à dissuader la PSP dans le secteur de l'eau en Tunisie ou à entraver les efforts du pays à en tirer le meilleur parti, les efforts actuels de réforme offrent l'opportunité de renforcer la viabilité du partenariat avec le secteur privé. Cela implique, en particulier, une discussion des modalités de la régulation des tarifs et des mesures d'accompagnement nécessaires à une meilleure viabilité financière des opérateurs historiques et des projets.

- **Présentation des recommandations principales : Ian Hawkesworth, Chef, Partenariats public-privé et budgétisation des investissements, OCDE (15 minutes)**
- **Intervention de M. Atef Masmoudi - Ministère de l'Economie et des Finances (10 minutes)**
- **Intervention de M. Sadok Ghodhbane- ONAS (10 minutes)**
- **Discussion avec les participants**

16h30 – 17h00: Conclusions et aperçu des prochaines étapes
